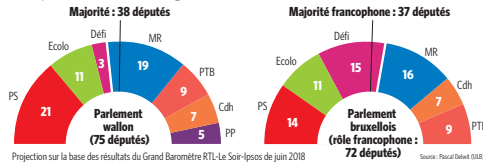


# Coalitions : PS et MR se positionnent, les autres se méfient, les jeux restent ouverts

### ÉLECTIONS La proposition d'alliance du PS d'Elio Di Rupo avec Ecolo et Défi suscite peu d'enthousiasme auprès des intéressés

- Le MR rêve d'une suédoise, Elio Di Rupo en pince pour Défi et Ecolo.
- Mais malgré cette apparence de clarté, tous les scénarios sont possibles : c'est l'électeur qui donnera le ton.

#### Que prévoient les sondages ?



Elio Di Rupo lui-même savait-il, en rentrant de vacances, qu'il se serait publiquement plaidé pour une alliance des socialistes avec Défi et les écologistes ? Pas sûr. C'est une drôle de rentrée politique à laquelle on assiste. Vendredi dernier, dans ses colonnes, Olivier Chastel ouvre le bal : « Si on peut reconduire la majorité avec Charles Michel à sa tête, je suis preneur ». Ce lundi, Elio Di Rupo se positionne à son tour : « La coalition qui a ma préférence, c'est la coalition du progrès, avec le PS, Ecolo et Défi. » Et voici donc les deux plus grands partis francophones qui donnent leur coalition rêvée, neuf mois avant les élections générales de mai 2019...

Voilà qui n'est pas courant. En Belgique, il n'est pas rare de jeter des anathèmes, il est moins fréquent de déclarer sa flamme. « Mais le cas n'est pas unique, précise Pascal Delwit, professeur de sciences politiques à l'ULB. En 1985, les sociaux-chrétiens avaient dit qu'ils continueraient à gouverner avec le libéraux si l'électeur leur donnait le mandat (et ce fut le cas, NDLR). »

#### Atypique

Mais cette entrée n'en est pas moins atypique. « Dans la vie politique belge, il est rare que les deux grandes formations francophones donnent leur coalition alors qu'on est loin de l'élection, et alors qu'il y a un scrutin avant : les communales. » On se retrouve du coup davantage dans une optique de courtin majoritaire, où l'on choisit un camp ou l'autre. Alors que la Belgique applique un système électoral proportionnel. « Le scrutin de juin 2019 serait du reste plus que jamais une forme de courtin majoritaire, où l'on choisit un camp ou l'autre. Alors que la Belgique applique un système électoral proportionnel. »

« Le scrutin de juin 2019 serait du reste plus que jamais une forme de courtin majoritaire, où l'on choisit un camp ou l'autre. Alors que la Belgique applique un système électoral proportionnel. »

#### Non sécurisé

Elio Di Rupo plaide pour sa « coalition du progrès » prioritairement en Wallonie et à Bruxelles. Mais si l'on se base sur la dernière édition de notre sondage, le Grand Baromètre, cette fameuse majorité n'est assurée qu'à



« La coalition qui a ma préférence, c'est la coalition du progrès, avec le PS, Ecolo et Défi »

Elio Di Rupo, président du PS



« Je suis pour la reconduction des majorités actuelles, au fédéral, en Wallonie... »

Olivier Chastel, président du MR

Bruxelles. En Wallonie, Défi, partie intégrante du projet d'Elio Di Rupo, tente de s'installer, mais part pratiquement de rien. Ce n'est pas plus sécurisé du côté de la suédoise au fédéral : depuis plusieurs sondages, elle n'a pas la majorité. L'annonce de ces coalitions favorites donne l'apparence de la clarté pour l'électeur, mais il reste donc une fameuse inconnue sur la faisabilité de la construction, tant pour la suédoise que pour la coalition du progrès. Il est même possible qu'aucune des deux coalitions ne soit réalisable, ce qui augmenterait du coup la probabilité... d'une alliance PS-MR, que rejettent avec force les deux intéressés.

#### Fameux pari

« N'oublions pas un élément : il arrive aussi que des partis donnent un positionnement avant les élections, et ne le respectent pas après. Le MR avait ainsi exclu toute forme d'alliance avec la N-VA avant le scrutin de 2014. On sait ce qu'il est advenu... Pas de certitude



Pour Olivier Maingain, « MR et PS jouent la polarisation afin de tenter de se renforcer l'un l'autre. Un jeu de rôle avant tout ».

## « Coalition du progrès » ? Verts et amarantes ne sont pas bleus

Les verts et les amarantes ne se mélangent pas avec les rouges, du moins pas avant le 26 mai 2019, et avant de connaître les résultats des élections législatives fédérales, régionales et européennes. Preuve en outre que le mode de scrutin proportionnel - le nôtre en Belgique - impose sa propre dynamique : surtout, on attend de voir les chiffres et quelles sont les majorités possibles arithmétiquement.

Doù la nécessité pour chaque parti de faire campagne pour son propre compte avant toute chose, afin de maximiser ses chances à lui et seulement lui. Doù encore, lundi, les réactions entre décodage à charge, attentionnisme, indifférence affectée et refus po

« Un, sur le fond : « Les écologistes rêvent et regrettent, après l'été caniculaire que l'on a connu, l'absence totale de l'enjeu du changement climatique et de ses conséquences dans les interviews de rentrée de chefs de partis traditionnels. Le jeu politique prend héli

#### Défi distant

Défi a réagi promptement : « Je laisse à Olivier Chastel et Elio Di Rupo la responsabilité de leurs préférences personnelles d'alliances. Ce sont des positionnements qui font fi de la volonté des électeurs. Défi n'est pas digne de ce jeu de communication alors que l'axe PS-MR est annoncé dans un communiqué le 2 août 2019, il se semble que les alliances qui ont produit Pubifin ou le Samu social soient privilégiées. C'est donc à l'aune de ce qui se produira au soir du 14 octobre dans les grandes villes wallonnes et bruxelloises que la sincérité des meilleurs ennemis sera (ré)évaluée. »

#### Les communales d'abord

Lisez, toujours à propos de la fameuse « coalition du progrès » : si le PS ne pactise pas avec le MR à Bruxelles-Ville, à Liège, à Charleroi, entre autres, au soir du 14 octobre, alors... Du reste, c'est un point commun dans les réactions de Défi et d'Ecolo : les deux partis reprochent au PS de maintenir ce qu'ils désignent comme

« une « axe fort » avec le MR en vue des prochaines communales et provinciales, ce qui serait incompatible avec le projet d'une coalition du progrès six mois plus tard aux législatives. Au PS, on plaide la « spécificité » des élections locales, sur l'air : à ce niveau, les relations de proximité prévalent sur les stratégies globales, le sort des Régions est distinct.



Pour Zakia Khattabi, « le jeu politique prend héli l'ensemble de l'espace dans ces prises de paroles ».

#### PRIORITÉS

##### Et si on parlait des communales ?

Étrange rentrée politique : dans un mois et demi, les Belges doivent renouveler les conseils communaux, mais les propos de rentrée des présidents et leaders de partis politiques sont centrés sur les législatives et les régionales. Il est question, pour le MR, de renouveler la coalition suédoise et le PS appelle de ses vœux un attelage avec Ecolo et Défi. De la politique régionale et fédérale pure et dure sachant que les alliances aux communales partent, elles, dans des sens divers et contradictoires en fonction de la donne locale. A la décharge des politiques, on relèvera qu'ils répondent aux questions qu'on leur pose et que certains se sont déjà exprimés

DAVID COPPI



RAOUL HEIDEBOUW (PTB)

#### « Personne n'est dupe »

Envoyé, le rêve de Thierry Bodson. En son temps, le président de l'Interrégionalisme wallon de la FGTB avait plaidé pour des coalitions PS-Ecolo-PTB après le scrutin de 2019. S'il tend la main gauche aux verts, Elio Di Rupo préfère diriger l'autre vers Défi. « Cela ne me surprend pas, commente Raoul Heidebouw (PTB). Elio Di Rupo réussit la promesse de donner deux pages d'interview sans évoquer ce qui serait pour lui le point de rupture d'une coalition de gauche. Il n'y a aucune remise en cause des vingt années de social-libéralisme auxquelles le PS a participé. » Aux yeux du chef de file francophone du PTB, le président du PS serait juste préoccupé par les jeux d'alliances, préambule à la distribution des marquoings ministériels à distribuer par la suite. « Le seul point évoqué, c'est le retour à la pension à 65 ans, reconnaît la figure de proue de la gauche radicale. Mais Elio Di Rupo envisage de mener cette réforme en s'associant avec Défi, le seul parti qui avait inscrit la pension à 67 ans dans son programme. »

Et la semaine de 4 jours, proposition mise en avant par le socialiste ? Il n'y a aucun plan avancé pour y arriver, critique-t-il. Et puis, personne n'est dupe : le PS roule des mécaniques et nous ressort le vieux slogan du « sans nous, ce serait pire », ce qui a quand même conduit par le passé à la chasse aux chômeurs ou à la privatisation des banques. Par contre, on n'attend rien sur une éventuelle débâcle à l'égard des traités européens. On ne s'épargne pas, entre le PS et le MR, mais c'est pour mieux gouverner ensemble après les élections. »

Au passage, les pontes du PS et d'Ecolo ont aussi trébuché sur le refus de la FGTB de participer au pouvoir. A moins que... Les écologistes se sentiraient-ils pousser des ailes ? « Nous sommes prêts à aller au pouvoir mais le PS et Ecolo refusent de répondre à la question des points de rupture avec le libéralisme, rétorque Raoul Heidebouw. Avec Elio Di Rupo, c'est l'apolitisme complet au nom de la pensée dominante. Avec lui, on est de bons gestionnaires et on applique les traités européens. » Et le fer de lance pétéliste de conclure : « En matière de confusion des lignes, Elio Di Rupo a quand même pris part avec plusieurs gouvernements avec le MR. Mais nous sommes à la Belgique francophone, cette loi est apparue comme « inaudible » ou taboue. Quasi-toutefois les communes ont envoyé une motion au gouvernement. Pourtant, cette loi allait dans le sens de la protection de droits. »

PASCAL LORENT

#### ENTRENOUS

**Bart De Wever s'embourbe dans sa guerre contre la drogue...** Pour décrocher le majorité d'Anvers en 2012, Bart De Wever avait notamment promis à ses futurs administrés de mener une « guerre contre la drogue ». Presque six ans plus tard, la situation ne s'est pas améliorée. Elle a même empiré. Et c'est Bart De Wever lui-même qui le reconnaît dans une longue interview au quotidien néerlandais De Volkskrant. « L'argent qui entoure le commerce de cocaïne est énorme. On n'est pas loin du point où des politiques peuvent être achetées », s'inquiète le bourgmestre d'Anvers. L'homme fort de la N-VA compare le port à une passoire, où les « requins passent entre les mailles du filet ». Ses solutions ? Le fameux « Stroomplan » inspiré du « Plan canal » à Bruxelles. Il prévoit qu'une « task force » spécialisée dans la lutte contre la drogue comptera à terme 80 agents de police, des douanes, de l'inspection sociale et du parquet. Insuffisant et un peu tard, répliquent ses adversaires qui rappellent qu'il a supprimé les agents de quartiers, des sources précieuses pour découvrir et dénoncer les trafics en ligne tenues.

« ... et se fâche avec le réseau libre flamand. Bart De Wever n'avait pas oublié la rentrée scolaire. Sur les ondes de la VRT, il explique qu'il verrait bien son parti prendre les rênes de l'enseignement néerlandophone, à l'issue des élections de mai 2019. Dans un tweet posté, il déplorait la baisse du niveau d'enseignement au nord du pays. Lundi, il s'en est pris ouvertement au « réseau libre, responsable de la baisse d'un « excellent vers le bas » en préferant miser sur les matières « tendances » plutôt que l'apprentissage du néerlandais par exemple. Face à ces critiques, la couple de l'enseignement catholique flamand a affiché lundi son « étonnement », répliquant que « de nombreuses écoles catholiques restent au-dessus de la moyenne tant en matière d'excellence tout en menant une politique d'égalité des chances. » Ça chauffe déjà dans la cour de récré. (M.Bme)

**Les visites domiciliaires (à nouveau) entrées** Au début de l'année, le projet de Theo Francken (N-VA) de modifier le cadre juridique des visites domiciliaires après de « sans nous, ce serait pire », ce qui a quand même conduit par le passé à la chasse aux chômeurs ou à la privatisation des banques. Par contre, on n'attend rien sur une éventuelle débâcle à l'égard des traités européens. On ne s'épargne pas, entre le PS et le MR, mais c'est pour mieux gouverner ensemble après les élections. » Au passage, les pontes du PS et d'Ecolo ont aussi trébuché sur le refus de la FGTB de participer au pouvoir. A moins que... Les écologistes se sentiraient-ils pousser des ailes ? « Nous sommes prêts à aller au pouvoir mais le PS et Ecolo refusent de répondre à la question des points de rupture avec le libéralisme, rétorque Raoul Heidebouw. Avec Elio Di Rupo, c'est l'apolitisme complet au nom de la pensée dominante. Avec lui, on est de bons gestionnaires et on applique les traités européens. » Et le fer de lance pétéliste de conclure : « En matière de confusion des lignes, Elio Di Rupo a quand même pris part avec plusieurs gouvernements avec le MR. Mais nous sommes à la Belgique francophone, cette loi est apparue comme « inaudible » ou taboue. Quasi-toutefois les communes ont envoyé une motion au gouvernement. Pourtant, cette loi allait dans le sens de la protection de droits. »

B.DY